

Avis et communications

AVIS DIVERS

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

**Situation mensuelle de l'Etat
(juillet 2023)**

NOR : ECOE2323996V

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

Service de la fonction financière et comptable de l'Etat



Service de la fonction financière et comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Juillet 2023



Situation Mensuelle
de l'Etat
Juillet 2023

SOMMAIRE



Synthèse.....	2
Faits marquants.....	2
Chiffres clés.....	4
Solde d'exécution budgétaire.....	5
Dépenses.....	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme.....	7
Recettes.....	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé).....	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours et attributions de produits.....	14
Opérations des comptes spéciaux.....	15
Données patrimoniales.....	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées.....	16
Dettes financières de l'Etat.....	17
Notes méthodologiques.....	18



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Juillet 2023**

FAITS MARQUANTS

Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -168,993 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin juillet 2023 s'élevé à -168,993 Md€ contre -132,706 Md€ à fin juillet 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (-36,287 Md€) s'explique par une

augmentation des dépenses nettes de 12,711 Md€, une baisse des recettes nettes de 16,895 Md€ et une variation négative du solde des comptes spéciaux de 6,681 Md€.

Dépenses du budget général (nettes) : 277,222 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Engagements financiers de l'Etat** : 14,632 Md€, essentiellement au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » (14,354 Md€) ;

► **Mission Enseignement scolaire** : 6,794 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,944 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (2,123 Md€) ;

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 6,145 Md€, principalement au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » (4,875 Md€) ;

► **Mission Défense** : 5,411 Md€, essentiellement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (2,056 Md€), du programme « Equipement des forces » (1,992 Md€) et du programme « Préparation et emploi des forces » (1,165 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin juillet 2023 s'élevé à 277,222 Md€ contre 264,511 Md€ à fin juillet 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (+12,711 Md€) résulte essentiellement de la hausse des dépenses de fonctionnement pour +7,059 Md€ (écart principalement lié à la mission "Engagements financiers de l'Etat" pour +4,728 Md€, hausse prévue en LFI), des dépenses de personnel pour +2,760 Md€ (hausse prévue en LFI), des charges

► **Mission Cohésion des territoires** : 2,865 Md€, essentiellement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (2,457 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 2,325 Md€, notamment au titre du programme « Service public de l'énergie » (0,982 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 1,903 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (1,001 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,844 Md€) ;

► **Mission Travail et emploi** : 3,198 Md€, principalement au titre du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » (2,283 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 1,223 Md€, essentiellement au titre du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,026 Md€).

de la dette de l'Etat pour +1,367 Md€ (écart essentiellement lié à la mission "Engagements financiers de l'Etat" pour +1,323 Md€, en raison d'abondements du compte de commerce "Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat" plus précoces qu'en 2022) et des dépenses d'investissement pour +1,026 Md€ (écart essentiellement lié à la mission "Défense").

Recettes du budget général (nettes) : 136,020 Md€

Les principales recettes du mois

► **TVA nette** : 10,997 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 3,919 Md€, dont 2,094 Md€ de droits de mutation à titre gratuit et 0,584 Md€ d'autres taxes intérieures (essentiellement au titre de la TICGN) ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 2,286 Md€, dont 1,001 Md€ de prélèvements de solidarité et 0,927 Md€ de retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes ;

► **TICPE nette** : 1,560 Md€ ;

► **IS net** : -1,279 Md€ (montant principalement lié à des R&D à hauteur de 2,555 Md€) ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -2,084 Md€ ;

► **IR net** : -4,692 Md€ (montant essentiellement lié à des remboursements de trop perçus de PAS 2022) ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -5,120 Md€, dont 2,131 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement et 0,923 Md€ au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA).



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Juillet 2023**

FAITS MARQUANTS

Recettes fiscales (nettes) : 166,573 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin juillet 2023 s'élèvent à 166,573 Md€ contre 173,964 Md€ à fin juillet 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (-7,390 Md€) s'explique essentiellement par une diminution des recettes d'IS net pour -4,529 Md€ (écart lié à une baisse des

recettes brutes de 2,674 Md€ et à une hausse des R&D de 1,854 Md€) et des recettes d'IR net pour -1,964 Md€ (écart lié à une hausse des R&D de 4,975 Md€ et à une augmentation des recettes brutes de 3,012 Md€).

Recettes non fiscales : 8,115 Md€

Les recettes non fiscales à fin juillet 2023 s'élèvent à 8,115 Md€ contre 17,246 Md€ à fin juillet 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (-9,131 Md€) s'explique essentiellement par un versement de l'Union européenne pour cofinancer une partie des dépenses

engagées par la France au titre du plan de relance, constaté pour 7,400 Md€ durant le mois de mars en 2022 mais non encore intervenu en 2023, ainsi que par un dividende de 1,686 Md€ versé par la Banque de France en juin 2022.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -42,028 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin juillet 2023 s'élèvent à -42,028 Md€ contre -41,485 Md€ à fin juillet 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (-0,543 Md€) s'explique

essentiellement par une augmentation des PSR au profit des collectivités territoriales à hauteur de 1,219 Md€ et de moindres PSR au profit de l'Union européenne à hauteur de 0,676 Md€.

Fonds de concours et attributions de produits : 3,360 Md€

Les fonds de concours et attributions de produits à fin juillet 2023 s'élèvent à 3,360 Md€ contre

3,190 Md€ à fin juillet 2022 à périmètre constant, soit une évolution de +0,170 Md€.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -27,790 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 13,212 Md€ et des recettes pour 6,293 Md€ (dont 4,033 Md€ au titre des fractions de TVA reversées du budget général vers les collectivités territoriales, ainsi que 1,499 Md€ de TF, essentiellement au titre de la mensualisation) ;

► Le compte « **Participations financières de l'Etat** » affiche des dépenses pour 0,763 Md€ (dont un versement de 0,500 Md€ à la CDC au titre du plan France 2030) ;

Le solde des comptes spéciaux à fin juillet 2023 s'élève à -27,790 Md€ contre -21,109 Md€ à fin juillet 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (-6,681 Md€) s'explique principalement par une diminution du solde des comptes de concours financiers de -5,536 Md€ (dont

► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » présente des dépenses pour 14,757 Md€ (dont 13,995 Md€ au titre du paiement du capital et des intérêts des OAT) et des recettes pour 14,766 Md€ (au titre d'abondements par le budget général pour 14,381 Md€).

le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » pour -5,317 Md€, dégradation du solde prévue en LFI) et du solde des comptes d'affectation spéciale de -1,582 Md€ (dont le compte « **Participations financières de l'Etat** » pour -1,299 Md€).

Dettes financières de l'Etat au 31 juillet 2023 : 2 416,895 Md€

La dette financière est en augmentation de 104,603 Md€ depuis le début de l'année 2023.

Cette évolution s'explique par les flux nets des titres négociables (hausse des OAT de +90,338 Md€

et hausse des BTF de +16,173 Md€), ainsi que par les dettes financières et autres emprunts (baisse à hauteur de -1,907 Md€).



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Juillet 2023**

CHIFFRES CLES

	Mois		Cumul à fin juillet		Ecart cumul
	Juillet	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-52 812	-168 993	-132 706	-131 215	-36 287
Dépenses du budget général (nettes)	51 382	277 222	264 511	261 413	12 711
Recettes du budget général (nettes)	6 552	136 020	152 914	151 307	-16 895
Principales recettes fiscales (nettes)					
- IR	-4 692	36 964	38 927	38 927	-1 964
- IS *	-1 279	25 986	30 515	30 515	-4 529
- TICPE	1 560	9 663	8 907	9 532	756
- TVA	10 997	59 055	58 302	63 875	753
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-7 981	-27 790	-21 109	-21 109	-6 681
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	7 861	172 397			
Dette financière de l'Etat	6 076	2 416 895			

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés
et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



Situation Mensuelle
de l'Etat
Juillet 2023

SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE

	Mois	Cumul à fin juillet		Ecart cumul	
	unité : million d'€. Juillet	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
Dépenses nettes du budget général					
Dotations des pouvoirs publics	0	1 077	1 048	1 048	29
Dépenses de personnel	11 922	82 966	80 206	80 226	2 760
Dépenses de fonctionnement	9 529	49 746	42 687	42 476	7 059
Charges de la dette de l'Etat	14 381	40 749	39 382	39 382	1 367
Dépenses d'investissement	2 163	11 571	10 545	10 545	1 026
Dépenses d'intervention	13 060	89 185	89 181	86 274	4
Dépenses d'opérations financières	328	1 928	1 463	1 463	466
Total des dépenses (nettes) (I)	51 382	277 222	264 511	261 413	12 711
Recettes nettes du budget général					
Recettes fiscales	12 169	166 573	173 964	172 469	-7 390
Recettes non fiscales	1 273	8 115	17 246	17 246	-9 131
Prélèvements sur recettes	-7 203	-42 028	-41 485	-41 597	-543
Fonds de concours et attributions de produits ⁽¹⁾	313	3 360	3 190	3 190	170
Total des recettes (nettes) (II)	6 552	136 020	152 914	151 307	-16 895
Total des recettes (nettes et hors prélèvements sur recettes)	13 755	178 048	194 399	192 905	-16 351
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-44 831	-141 202	-111 597	-110 106	-29 605
Comptes spéciaux					
Solde des comptes d'affectation spéciale	-928	-1 596	-14	-14	-1 582
Solde des comptes de concours financiers	-7 143	-26 731	-21 195	-21 195	-5 536
Solde des comptes de commerce	61	481	81	81	399
Solde des comptes d'opérations monétaires	36	749	-1 090	-1 090	1 839
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-7 981	-27 790	-21 109	-21 109	-6 681
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-52 812	-168 993	-132 706	-131 215	-36 287

⁽¹⁾ Modification de libellé en LFI 2023



Situation Mensuelle
de l'Etat
Juillet 2023

DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL
PAR TITRE ET CATEGORIE

	Mois	Cumul à fin juillet		Ecart cumul	
	unité : million d'€. Juillet	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	11 922	82 966	80 206	80 226	2 760
Rémunérations d'activité	6 915	47 933	46 363	46 375	1 570
Cotisations et contributions sociales	4 937	34 366	33 175	33 183	1 191
Prestations sociales et allocations diverses	70	667	668	668	-1
AUTRES TITRES	39 460	194 256	184 305	181 187	9 951
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	1 077	1 048	1 048	29
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	9 529	49 746	42 687	42 476	7 059
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 739	25 360	21 094	20 905	4 267
Subventions pour charges de service public	6 790	24 385	21 593	21 571	2 792
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	14 381	40 749	39 382	39 382	1 367
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0	0
Charges financières diverses	14 381	40 749	39 382	39 382	1 367
Titre 5 - Dépenses d'investissement	2 163	11 571	10 545	10 545	1 026
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	1 919	8 559	7 983	7 983	576
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	244	3 012	2 562	2 562	451
Subventions pour charges d'investissement ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Titre 6 - Dépenses d'intervention	13 060	89 185	89 181	86 274	4
Transferts aux ménages	4 647	35 918	35 179	35 104	739
Transferts aux entreprises	3 544	26 608	26 050	26 258	558
Transferts aux collectivités territoriales	1 522	9 060	10 250	7 362	-1 191
Transferts aux autres collectivités	3 069	16 606	17 103	16 950	-497
Appels en garantie	278	993	599	599	394
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	328	1 928	1 463	1 463	466
Prêts et avances	12	19	39	39	-21
Dotations en fonds propres	134	650	661	661	-12
Dépenses de participations financières	181	1 260	762	762	498
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL (nettes)	51 382	277 222	264 511	261 413	12 711

⁽¹⁾ Création en LFI 2023



Situation Mensuelle
de l'Etat
Juillet 2023

DEPENSES DU BUDGET GENERAL PAR MISSION
ET PROGRAMME

	Mois de juillet		Cumul à fin juillet 2023		Cumul à fin juillet 2022 retraité		Cumul à fin juillet 2022 consommé		Ecart cumul 2023 / 2022 retraité
	AE consommés	CP consommés	AE consommés	CP consommés	CP retraités	CP consommés	CP consommés		
unité : million d'€.									
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	190	165	1 923	1 676	1 900	1 921	1 921	-224	
Action de la France en Europe et dans le monde	116	111	1 141	1 030	1 254	1 254	1 254	-224	
Diplomatie culturelle et d'influence	50	31	537	405	432	452	452	-27	
Français à l'étranger et affaires consulaires	24	23	246	241	214	214	214	27	
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	388	418	2 669	2 645	2 538	2 532	2 532	108	
Administration territoriale de l'Etat	199	213	1 462	1 463	1 387	1 379	1 379	76	
Vie politique	68	67	147	149	229	229	229	-81	
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	122	138	1 060	1 034	921	924	924	113	
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	157	164	1 942	1 914	1 872	1 750	1 750	42	
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt ⁽¹⁾	58	55	844	827	911	1 015	1 015	-84	
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	52	60	377	367	404	402	402	-37	
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	47	49	330	329	330	333	333	-2	
Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG) ⁽²⁾	0	0	391	391	227	0	0	164	
Soutien aux associations de protection animale et aux refuges ⁽²⁾	0	0	0	0	0	0	0	0	
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	1 207	632	3 456	3 668	3 346	3 347	3 347	322	
Aide économique et financière au développement	647	185	893	1 499	1 058	1 059	1 059	441	
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	0	0	150	150	190	190	190	-40	
Solidarité à l'égard des pays en développement	560	447	2 413	2 019	2 098	2 098	2 098	-79	
Restitution des "biens mal acquis"	0	0	0	0	0	0	0	0	
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	209	45	1 531	1 289	1 360	1 360	1 360	-71	
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation	209	44	1 458	1 215	1 282	1 282	1 282	-67	
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	0	73	74	77	77	77	-4	
COHESION DES TERRITOIRES	483	2 865	16 365	11 639	11 130	11 123	11 123	509	
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	303	278	1 769	1 316	1 248	1 248	1 248	69	
Aide à l'accès au logement	0	2 457	13 282	9 139	8 940	8 940	8 940	199	
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	69	39	757	706	466	466	466	240	
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	34	21	198	155	149	147	147	6	
Politique de la ville	69	59	322	245	275	272	272	-30	
Interventions territoriales de l'Etat	8	10	37	78	52	49	49	26	
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	59	64	483	461	428	428	428	33	
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	38	42	299	279	252	252	252	27	
Conseil économique, social et environnemental	0	0	44	44	46	46	46	-1	
Cour des comptes et autres juridictions financières	21	22	139	138	130	130	130	8	
Haut Conseil des finances publiques ⁽³⁾	0	0	0	0	0	0	0	0	
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0	0	0	0	
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0	0	0	0	
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0	0	0	0	
CULTURE	232	296	2 661	2 108	2 050	2 042	2 042	57	
Patrimoines	27	65	844	567	537	536	536	30	
Création	58	91	810	643	663	643	643	-20	
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	60	60	537	444	424	425	425	19	
Soutien aux politiques du ministère de la culture	87	80	470	453	426	438	438	28	
DEFENSE	5 674	5 411	29 441	33 569	31 297	31 288	31 288	2 272	
Environnement et prospective de la politique de défense	76	199	941	1 265	1 167	1 167	1 167	98	
Préparation et emploi des forces	1 219	1 165	7 680	7 553	6 909	6 904	6 904	644	
Soutien de la politique de la défense	1 988	2 056	13 847	13 869	13 330	13 326	13 326	539	
Equipement des forces	2 391	1 992	6 974	10 882	9 891	9 891	9 891	991	
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	87	84	520	487	518	518	518	-31	
Coordination du travail gouvernemental	81	78	432	408	376	377	377	32	
Protection des droits et libertés	6	6	89	79	75	75	75	4	
Présidence française du Conseil de l'Union européenne en 2022 ⁽³⁾	0	0	0	0	66	66	66	-66	
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	3 058	2 325	26 541	23 623	20 492	20 378	20 378	3 131	
Infrastructures et services de transports	178	599	5 453	5 235	4 980	4 891	4 891	255	
Affaires maritimes, pêche et aquaculture ⁽¹⁾	1	9	190	159	130	102	102	30	
Paysages, eau et biodiversité	29	32	185	151	134	137	137	17	
Expertise, information géographique et météorologie	1	143	449	445	421	421	421	24	
Prévention des risques	39	34	845	535	492	493	493	42	
Energie, climat et après-mines	159	223	3 848	3 715	2 793	2 791	2 791	922	
Service public de l'énergie	2 195	982	12 293	11 080	9 404	9 404	9 404	1 676	
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	220	250	1 782	1 786	1 739	1 740	1 740	47	
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat	27	27	443	443	399	399	399	44	
Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires ⁽²⁾	210	26	1 054	74	0	0	0	74	



Situation Mensuelle
de l'Etat
Juillet 2023

DEPENSES DU BUDGET GENERAL PAR MISSION
ET PROGRAMME

	Mois de juillet		Cumul à fin juillet 2023		Cumul à fin juillet 2022 retraité		Cumul à fin juillet 2022 consommé		Ecart cumul 2023 / 2022 retraité
	AE consommés	CP consommés	AE consommés	CP consommés	CP retraités	CP consommés	CP consommés		
unité : million d'€.									
ECONOMIE	206	246	1 254	2 357	3 728	3 530			-1 371
Développement des entreprises et régulations	148	167	1 923	1 768	1 028	1 008			740
Plan "France Très haut débit"	0	0	-1 544	-151	200	200			-351
Statistiques et études économiques	37	36	275	268	266	266			2
Stratégies économiques	20	43	601	472	486	309			-13
Financement des opérations patrimoniales en 2023 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" ⁽¹⁾	0	0	0	0	1 748	1 748			-1 748
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	14 498	14 632	41 465	48 131	41 676	41 676			6 455
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	14 354	14 354	40 305	40 305	38 982	38 982			1 323
Appels en garantie de l'Etat	144	278	1 109	1 109	688	688			421
Epargne	0	0	51	50	41	41			10
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0	0			0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0	0			0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	80	80	80			0
Amortissement de la dette de l'Etat liée à la Covid-19	0	0	0	6 586	1 885	1 885			4 701
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	6 676	6 794	47 804	47 707	46 425	46 439			1 281
Enseignement scolaire public du premier degré	2 119	2 123	14 564	14 554	14 090	14 089			465
Enseignement scolaire public du second degré	2 945	2 944	20 888	20 880	20 283	20 288			596
Vie de l'élève	708	754	4 819	4 807	4 747	4 747			60
Enseignement privé du premier et du second degrés	596	630	5 039	5 025	4 896	4 896			129
Soutien de la politique de l'éducation nationale	215	251	1 559	1 511	1 484	1 484			27
Enseignement technique agricole	93	92	935	930	925	935			4
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES	835	855	6 110	5 947	5 730	5 729			217
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	640	649	4 582	4 445	4 337	4 332			108
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	59	69	570	569	494	497			74
Facilitation et sécurisation des échanges	136	138	958	933	899	900			34
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	337	276	1 380	1 133	1 106	1 106			27
Immigration et asile	252	195	1 049	839	894	894			-55
Intégration et accès à la nationalité française	85	82	330	294	212	212			82
INVESTIR POUR LA FRANCE DE 2030	1 462	263	2 058	2 568	2 844	2 844			-276
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	23	0	48	195	195			-147
Valorisation de la recherche	0	0	0	0	441	441			-441
Accélération de la modernisation des entreprises	0	23	0	23	333	333			-311
Financement des investissements stratégiques	89	193	180	1 698	1 410	1 410			288
Financement structurel des écosystèmes d'innovation	1 373	25	1 878	800	465	465			335
JUSTICE	832	801	6 749	6 531	6 095	6 096			436
Justice judiciaire	309	304	2 486	2 386	2 288	2 289			97
Administration pénitentiaire	406	356	2 606	2 595	2 505	2 505			90
Protection judiciaire de la jeunesse	67	87	667	592	534	534			58
Accès au droit et à la justice	3	3	553	550	465	465			84
Conduite et pilotage de la politique de la justice	46	51	435	407	301	302			107
Conseil supérieur de la magistrature	0	1	2	3	2	2			1
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	12	38	541	424	353	352			71
Presse et médias	5	31	237	227	164	164			64
Livre et industries culturelles	7	7	304	197	189	189			7
OUTRE-MER	80	72	1 890	1 432	1 247	1 461			185
Emploi outre-mer	26	29	1 390	1 079	941	1 152			138
Conditions de vie outre-mer	54	44	499	353	306	308			47
PLAN DE RELANCE	49	203	-205	1 323	5 615	5 615			-4 292
Écologie	30	154	4	952	2 417	2 417			-1 464
Compétitivité	19	47	23	332	1 155	1 155			-823
Cohésion	0	2	-233	38	2 044	2 044			-2 005
PLAN D'URGENCE FACE A LA CRISE SANITAIRE ⁽³⁾	0	0	0	0	1 975	1 975			-1 975
Prise en charge du chômage partiel et financement des aides d'urgence aux employeurs et aux actifs précaires à la suite de la crise sanitaire	0	0	0	0	100	100			-100
Fonds de solidarité pour les entreprises à la suite de la crise sanitaire	0	0	0	0	1 762	1 762			-1 762
Renforcement exceptionnel des participations financières de l'Etat dans le cadre de la crise sanitaire	0	0	0	0	78	78			-78
Compensation à la sécurité sociale des allègements de prélèvements pour les entreprises les plus touchées par la crise sanitaire	0	0	0	0	0	0			0
Matériels sanitaires pour faire face à la crise de la Covid-19	0	0	0	0	35	35			-35
POUVOIRS PUBLICS	0	0	1 077	1 077	1 048	1 048			29
Présidence de la République	0	0	110	110	105	105			5
Assemblée nationale	0	0	571	571	552	552			19
Sénat	0	0	346	346	339	339			8
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	34	34			0
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0	0			0
Conseil constitutionnel	0	0	13	13	16	16			-3
Haute Cour	0	0	0	0	0	0			0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1	1			0



Situation Mensuelle
de l'Etat
Juillet 2023

DEPENSES DU BUDGET GENERAL PAR MISSION
ET PROGRAMME

	Mois de juillet		Cumul à fin juillet 2023		Cumul à fin juillet 2022 retraité		Cumul à fin juillet 2022 consommé	Ecart cumul
	AE consommées	CP consommés	AE consommés	CP consommés	CP retraités	CP consommés	2023 / 2022 retraité	
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	922	6 145	27 411	21 706	20 581	20 565	1 125	
Formations supérieures et recherche universitaire	179	4 875	14 246	12 188	11 748	11 746	441	
Vie étudiante	438	111	2 317	1 751	1 772	1 771	-21	
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	56	588	6 588	4 196	3 768	3 772	428	
Recherche spatiale	1	17	1 779	1 212	1 176	1 176	36	
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	220	443	1 414	1 508	1 478	1 478	30	
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	0	86	660	501	426	426	74	
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	142	106	0	0	106	
Enseignement supérieur et recherche agricoles	28	24	265	244	213	196	31	
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	69	513	5 389	4 046	3 859	3 948	187	
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	69	358	3 675	2 809	2 646	2 735	162	
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	66	735	536	469	469	66	
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	89	979	702	743	743	-42	
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	492	401	3 295	2 636	2 776	2 780	-141	
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	491	399	3 156	2 488	2 634	2 636	-146	
Concours spécifiques et administration	1	1	139	148	142	144	6	
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	23 827	23 831	96 063	96 058	82 836	82 724	13 222	
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	23 592	23 596	93 521	93 516	79 947	79 947	13 569	
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	235	235	2 543	2 542	2 889	2 777	-347	
SANTE	859	821	2 210	1 908	1 104	1 104	805	
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	87	49	291	194	254	254	-60	
Protection maladie	0	0	1 146	942	850	850	92	
Carte vitale biométrique ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0	
Compensation à la Sécurité sociale du coût des dons de vaccins à des pays tiers et reversement des recettes de la Facilité pour la relance et la résilience (FRR) européenne au titre du volet «Séjour investissement» du plan national de relance et de résilience (PNRR)	772	772	772	772	0	0	772	
SECURITES	1 896	1 903	13 337	13 117	12 546	12 548	571	
Police nationale	986	1 001	7 053	6 944	6 662	6 663	282	
Gendarmerie nationale	845	844	5 882	5 780	5 500	5 500	281	
Sécurité et éducation routières	3	3	31	21	19	19	2	
Sécurité civile	62	56	370	371	366	366	5	
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	135	1 223	28 013	17 033	17 272	17 190	-239	
Inclusion sociale et protection des personnes	56	1 026	13 008	8 392	8 515	8 433	-122	
Handicap et dépendance	16	127	14 012	7 763	7 719	7 719	45	
Egalité entre les femmes et les hommes	11	10	24	23	18	18	5	
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	53	60	969	855	821	820	34	
Prise en charge par l'Etat du financement de l'indemnité inflation ⁽²⁾	0	0	0	0	200	200	-200	
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	53	223	1 143	997	955	955	42	
Sport	17	14	368	268	344	344	-76	
Jeunesse et vie associative	33	207	696	510	412	412	98	
Jeux olympiques et paralympiques 2024	3	3	79	219	200	200	19	
TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES	54	71	429	436	353	352	84	
Performance et résilience des bâtiments de l'Etat et de ses opérateurs ⁽¹⁾	20	40	139	191	110	110	81	
Transformation publique	6	11	57	73	76	76	-3	
Innovation et transformation numériques	1	1	4	4	3	3	1	
Fonction publique	23	15	204	144	141	141	2	
Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques	4	4	25	25	21	21	3	
TRAVAIL ET EMPLOI	5 296	3 198	12 233	11 094	7 405	7 413	3 689	
Accès et retour à l'emploi	492	841	4 086	4 253	4 209	4 214	44	
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	4 733	2 283	7 696	6 380	2 761	2 761	3 619	
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	16	11	51	68	59	59	9	
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	56	62	400	393	376	379	17	
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	70 333	74 979	387 178	370 738	344 458	344 137	26 280	
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	46 742	51 382	293 657	277 222	264 511	261 413	12 711	

⁽¹⁾ Modification de libellé en LFI 2023

⁽²⁾ Création en LFI 2023

⁽³⁾ Suppression en LFI 2023



Situation Mensuelle
de l'Etat
Juillet 2023

RECETTES FISCALES BRUTES DU BUDGET GENERAL
(NIVEAU DETAILLE)

unité : million d'€.	Mois	Cumul à fin juillet		Ecart cumul	
	Juillet	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
Impôt sur le Revenu (A)	8 774	57 894	54 882	54 882	3 012
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	183	914	1 118	1 163	-204
Impôt sur les sociétés (C)	1 291	46 430	49 554	49 554	-3 124
Impôt sur les sociétés	1 276	45 636	48 310	48 310	-2 674
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	15	795	995	995	-201
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	0	249	249	-249
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	2 286	16 127	15 245	11 301	883
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	123	927	645	645	282
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	927	3 809	2 947	2 947	861
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	2	75	0	0	75
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	1	0	0	1
Impôt sur la fortune immobilière	103	311	393	393	-83
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	3	3	3	1
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	6	226	99	99	127
Taxe sur les salaires	0	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	0	1	1	0
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	13	21	21	-8
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	3	17	21	21	-4
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	11	70	71	71	-2
Contribution des institutions financières	0	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	13	206	195	195	11
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Prélèvements de solidarité	1 001	5 675	5 024	5 024	652
Taxe sur les services numériques	0	397	359	359	39
Taxe d'habitation sur les résidences principales	20	406	929	929	-523
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat)	45	3 583	4 046	102	-462
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	1	1	1	0
Recettes diverses	30	407	490	490	-83
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 693	10 836	10 292	10 917	543
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	17 619	105 891	98 719	104 292	7 172
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	3 919	21 997	24 101	23 084	-2 104
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	96	308	490	490	-182
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	22	121	129	129	-8
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	1	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	8	60	39	39	21



Situation Mensuelle
de l'Etat
Juillet 2023

RECETTES FISCALES BRUTES DU BUDGET GENERAL
(NIVEAU DETAILLE)

	Mois	Cumul à fin juillet		Ecart cumul	
	unité : million d'€. Juillet	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	444	2 278	1 802	1 802	476
Mutations à titre gratuit par décès	1 650	9 332	8 467	8 467	865
Contribution de sécurité immobilière	76	474	532	532	-57
Autres conventions et actes civils	46	264	281	281	-16
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	60	362	345	345	17
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	31	276	262	262	14
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	15	122	91	91	31
Timbre unique	20	216	218	218	-2
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	82	467	329	329	137
Droits d'importation	0	0	0	0	0
Contribution sur la rente inframarginale de la production d'électricité ⁽¹⁾	378	378	0	0	378
Autres taxes intérieures	584	2 064	6 090	5 073	-4 026
Autres droits et recettes accessoires	0	3	3	3	0
Amendes et confiscations	3	25	27	27	-2
Taxe générale sur les activités polluantes	4	598	95	95	503
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	2	41	43	43	-2
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	1	165	157	157	8
Autres droits et recettes à différents titres	0	0	0	0	0
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	0	0	0	0
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	28	29	29	-1
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	18	17	17	1
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	560	560	560	0
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	23	24	24	-1
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	210	1 477	1 505	1 505	-28
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	80	531	461	461	70
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	29	216	218	218	-2
Prélèvement sur les paris sportifs	49	495	450	450	44
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	8	67	57	57	10
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	-46	529	966	966	-437
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0	0
Autres taxes	63	498	413	413	85
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)	35 766	260 089	253 910	255 193	6 179
TOTAL GENERAL (net)	12 169	166 573	173 964	172 469	-7 390

⁽¹⁾ Création en LFI 2023



Situation Mensuelle
de l'Etat
Juillet 2023

RECETTES NON FISCALES DU BUDGET GENERAL

	Mois	Cumul à fin juillet			Ecart cumul
	unité : million d'€. Juillet	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
Dividendes et recettes assimilées (A)	450	2 692	4 165	4 165	-1 473
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	712	1 764	1 764	-1 052
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéfices des établissements publics non financiers	450	1 966	1 283	1 283	683
Autres dividendes et recettes assimilées	0	13	1 118	1 118	-1 105
Produits du domaine de l'Etat (B)	190	852	511	511	341
Revenus du domaine public non militaire	59	307	186	186	121
Autres revenus du domaine public	1	3	2	2	1
Revenus du domaine privé	2	309	187	187	122
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	129	231	134	134	97
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	1	1	1	0
Produits de la vente de biens et services (C)	327	1 437	1 633	1 633	-196
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	53	272	291	291	-19
Autres frais d'assiette et de recouvrement	88	617	652	652	-35
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	5	26	26	-21
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	2	3	3	-1
Autres recettes diverses	184	541	661	661	-119
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	14	303	366	366	-63
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	0	162	22	22	140
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	1	7	5	5	3
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	6	15	1	1	14
Intérêts des autres prêts et avances	0	40	262	262	-222
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	5	50	54	54	-4
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	6	6	-6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	1	28	16	16	12



Situation Mensuelle
de l'Etat
Juillet 2023

RECETTES NON FISCALES DU BUDGET GENERAL

	Mois	Cumul à fin juillet			Ecart cumul
	unité : million d'€. Juillet	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	173	1 018	1 621	1 621	-602
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	2	138	392	392	-255
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	4	173	234	234	-61
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	1	7	4	4	3
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	165	646	924	924	-278
Frais de poursuite	0	4	7	7	-3
Frais de justice et d'instance	1	4	6	6	-1
Intérêts moratoires	0	0	0	0	0
Pénalités	0	2	8	8	-7
Divers (F)	119	1 812	8 950	8 950	-7 138
Reversements de Natixis	0	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	533	348	348	185
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	23	359	506	506	-146
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	20	131	108	108	23
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	8	8	8	0
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régaliennne	0	0	0	0	0
Frais d'inscription	0	4	4	4	0
Recouvrement des indemnisations versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	4	5	5	-1
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	4	4	4	0
Récupération d'indus	2	57	16	16	41
Recouvrements après admission en non-valeur	10	66	79	79	-13
Divers versements de l'Union européenne	0	0	7 400	7 400	-7 400
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	1	23	19	19	5
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	3	20	16	16	4
Recettes diverses en provenance de l'étranger	2	2	0	0	2
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0	0
Recettes accidentelles	21	240	203	203	37
Produits divers	-2	19	3	3	16
Autres produits divers	36	341	233	233	108
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	1 273	8 115	17 246	17 246	-9 131

(1) Suppression en LFI 2023



Situation Mensuelle
de l'Etat
Juillet 2023

PRELEVEMENTS SUR RECETTES DE L'ÉTAT
ET FONDS DE CONCOURS

	Mois		Cumul à fin juillet		Ecart cumul 2023 / 2022 retraité
	Mois Juillet	2023	2022 retraité	2022 exécuté	
unité : million d'€.					
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-5 120	-27 404	-26 185	-26 297	-1 219
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 131	-16 857	-16 480	-16 588	-377
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-2	-2	-2	0
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-2	-6	-8	-8	1
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-923	-4 129	-3 836	-3 836	-293
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-297	-574	-531	-531	-43
Dotation élu local	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	-29	-29	-35	-35	6
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	-4	4	0	-8
Dotation départementale d'équipement des collèges	-225	-296	-299	-299	2
Dotation régionale d'équipement scolaire	-407	-511	-494	-494	-17
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-239	-1 679	-1 684	-1 684	5
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-154	-304	-294	-294	-10
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	-1	-3	1	1	-4
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-62	-62	-62	0
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0	0
Dotation de garantie des versements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-11	-259	-246	-246	-13
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	-27	-27	27
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	-14	-53	-54	-54	1
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française	-8	-53	-53	-53	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	1	30	284	284	-254
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	-671	-2 609	-2 370	-2 370	-240
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises	0	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel de compensation aux départements de la revalorisation du revenu de solidarité active	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel pour les communes et leurs groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique	0	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers	0	0	-1	-1	1
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation exceptionnelle pour la revalorisation des rémunérations versées aux stagiaires de la formation professionnelle	0	-5	0	0	-5
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-2 084	-14 624	-15 300	-15 300	676
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-7 203	-42 028	-41 485	-41 597	-543
Fonds de concours et attributions de produits ⁽¹⁾					
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	271	2 913	2 872	2 872	41
Fonds de concours - coopération internationale	42	447	318	318	129
TOTAL FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS ⁽¹⁾	313	3 360	3 190	3 190	170

⁽¹⁾ Modification de libellé en LFI 2023



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Juillet 2023**

OPERATIONS DES COMPTES SPECIAUX

	Mois de juillet			Cumul à fin juillet						Ecart cumul		
	Dépenses	Recettes	Dépenses			Recettes			Soldes			Soldes 2023 / 2022 retraité
			2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023	2022 retraité	2022 exécuté	
	unité : million d'€.											
Comptes d'affectation spéciale	6 815	5 887	51 718	42 393	42 393	50 122	42 379	42 379	-1 596	-14	-14	-1 582
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	330	186	498	553	553	1 149	1 020	1 020	652	467	467	185
Développement agricole et rural	19	3	37	32	32	127	119	119	90	87	87	3
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	33	33	156	176	176	220	219	219	64	43	43	21
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	31	25	201	153	153	321	166	166	120	13	13	107
Participation de la France au désendettement de la Grèce ⁽¹⁾	0	0	0	133	133	0	0	0	0	-133	-133	133
Participations financières de l'Etat	763	134	13 976	6 245	6 245	11 781	5 349	5 349	-2 195	-896	-896	-1 299
Pensions	5 639	5 506	36 850	35 100	35 100	36 523	35 505	35 505	-327	405	405	-731
Comptes de concours financiers	13 677	6 534	76 079	70 209	70 209	49 348	49 014	49 014	-26 731	-21 195	-21 195	-5 536
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à l'audiovisuel public	318	6	2 226	2 159	2 159	47	1 349	1 349	-2 179	-810	-810	-1 369
Avances aux collectivités territoriales	13 212	6 293	71 827	65 063	65 063	47 478	46 031	46 031	-24 349	-19 032	-19 032	-5 317
Prêts à des Etats étrangers	0	154	464	618	618	325	648	648	-140	30	30	-170
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	147	47	393	879	879	262	245	245	-131	-633	-633	502
Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics ⁽²⁾	0	35	1 170	1 491	1 491	1 237	741	741	67	-750	-750	818
Comptes de commerce	15 023	15 085	47 749	43 641	43 641	48 229	43 722	43 722	481	81	81	399
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers et énergies alternatives, biens et services complémentaires ⁽²⁾	96	137	616	580	580	726	510	510	110	-69	-69	179
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	16	14	112	112	112	105	109	109	-6	-3	-3	-3
Couverture des risques financiers de l'Etat	2	2	1 616	1 695	1 695	1 616	1 695	1 695	0	0	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	47	67	381	340	340	437	462	462	55	122	122	-66
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	14 757	14 766	43 726	40 253	40 253	43 737	40 253	40 253	11	-1	-1	12
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	4	0	5	6	6	3	5	5	-2	-1	-1	-1
Opérations commerciales des domaines	6	11	40	32	32	71	61	61	31	29	29	2
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	1	18	19	19	15	12	12	-3	-7	-7	4
Renouvellement des concessions hydroélectriques ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Soutien financier au commerce extérieur	91	87	1 232	604	604	1 518	616	616	286	12	12	273
Comptes d'opérations monétaires	52	88	142	2 177	2 177	891	1 087	1 087	749	-1 090	-1 090	1 839
Emission des monnaies métalliques	0	45	63	75	75	139	93	93	76	18	18	58
Opérations avec le Fonds Monétaire International	31	38	52	2 098	2 098	745	989	989	694	-1 109	-1 109	1 802
Pertes et bénéfices de change	21	6	28	4	4	8	5	5	-20	1	1	-21
TOTAL COMPTES SPECIAUX	35 568	27 594	175 688	158 420	158 420	148 592	136 202	136 202	-27 097	-22 218	-22 218	-4 879
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	35 537	27 556	175 637	156 322	156 322	147 846	135 213	135 213	-27 790	-21 109	-21 109	-6 681

⁽¹⁾ Suppression en LFI 2023

⁽²⁾ Modification de libellé en LFI 2023



Situation Mensuelle
de l'Etat
Juillet 2023

CORRESPONDANTS DU TRESOR
ET PERSONNES HABILITEES

		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2022	Flux nets de l'année	Solde à fin juillet 2023
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance		389	-3	386
	Organismes à caractère financier	Caisse des Dépôts et Consignations	12	-1	11
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	4 834	111	4 946
		Total organismes à caractère financier	5 235	107	5 343
		Régions	2 683	-334	2 348
		Départements	12 020	-1 795	10 225
		Communes	31 795	-223	31 572
	CEPL	Etablissements publics de coopération intercommunale	18 875	-249	18 626
		Etablissements sociaux et médico-sociaux	2 393	-316	2 076
		Autres	10 106	-230	9 876
		Total CEPL	77 872	-3 149	74 723
		Etablissements publics de santé	9 230	-1 801	7 430
		Etablissements publics nationaux à caractère administratif	26 972	-5 911	21 061
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	22 088	1 580	23 668
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	5 175	3 242	8 417
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	2 305	-394	1 911
		Total établissements publics nationaux	56 540	-1 483	55 057
		Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	8 816	-896	7 920
		Union européenne	3 975	-59	3 916
	BPI Groupe financement fonds de garantie	5 986	25	6 011	
	GIP	1 887	425	2 311	
	EPLF	2 809	887	3 695	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	Autres correspondants	3 338	457	3 794	
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	72	-72	0	
	Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	14 091	1 721	15 812	
	Total Dépôts de fonds du Trésor	175 760	-5 559	170 201	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme		306	1 696	2 002
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme		3	192	194
	Intérêts courus sur comptes à terme		0	0	0
	Total Comptes à terme		309	1 887	2 196
Total Passif (A)			176 069	-3 672	172 397
Créances résultant des placements des deniers pupillaires			0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor			0	0	0
Total Actif (B)			0	0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS DU TRESOR ET PERSONNES HABILITEES (A-B)			176 069	-3 672	172 397



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Juillet 2023**

**DETTE FINANCIERE DE L'ÉTAT
(hors intérêts courus non échus, intérêts constatés
d'avance et dettes rattachées à des participations)**

unité : million d'€.	Solde au 31/12/2022	Flux nets de l'année	Solde à fin juillet 2023
Titres négociables (A)	2 277 824	106 511	2 384 334
Titres négociables à moyen et long terme	2 129 361	90 338	2 219 698
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	2 129 361	90 338	2 219 698
<i>dont - taux fixe</i>	<i>1 867 131</i>	<i>94 538</i>	<i>1 961 668</i>
<i>- taux variable</i>	<i>213 940</i>	<i>-1 624</i>	<i>212 316</i>
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont - taux fixe</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>- taux variable</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	148 463	16 173	164 636
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	148 463	16 173	164 636
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	34 468	-1 907	32 560
TOTAL (A+B+C)	2 312 292	104 603	2 416 895



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Juillet 2023**

NOTES METHODOLOGIQUES

Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois.
Les chiffres « 2022 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière.
Les chiffres « 2022 retraité » correspondent aux données « 2022 exécuté » corrigées du montant 2022 du programme 201 « Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux » et des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dépenses et recettes nettes

L'article 8 de la loi organique n° 2021-1836 du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques vient compléter l'article 10 de la loi organique n° 2021-692 du 1^{er} août 2021 par l'alinéa ainsi rédigé « Les crédits relatifs aux remboursements, restitutions et dégrèvements des impositions de toutes natures revenant à l'Etat ne sont pas pris en compte pour l'évaluation des recettes et la présentation du tableau d'équilibre prévue à l'article 34 ».

Les dépenses et recettes nettes correspondent ainsi aux dépenses budgétaires brutes et aux recettes fiscales brutes, minorées des remboursements et dégrèvements (R&D) d'impôts d'Etat (mission « R&D », programme 0200 « R&D d'impôts d'Etat »).

Dettes financières de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 17) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours et attributions de produits

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission. Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes (PSR)

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation. Unité de spécialité des crédits, il constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe fixée par le Parlement, sans dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante.

Titre

Le titre identifie une typologie de dépenses budgétaires de l'Etat.